La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Janvier 2003 : excédent budgétaire de 18 millions de dollars

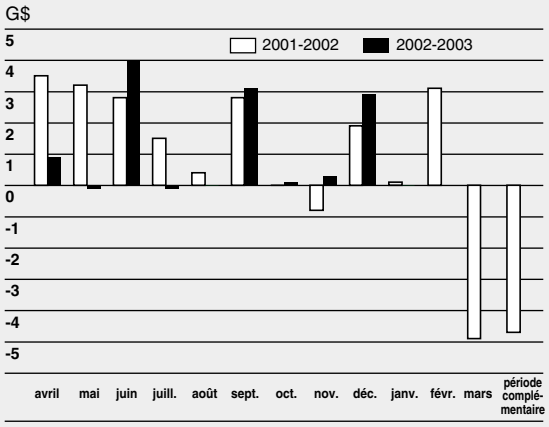
Le gouvernement a dégagé un excédent budgétaire de 18 millions de dollars en janvier 2003, comparativement à un excédent de 132 millions en janvier 2002. Les recettes budgétaires d'une année sur l'autre ont progressé de 471 millions (3,4 %), tandis que les dépenses de programmes ont augmenté de 392 millions (3,5 %), et que les frais de la dette publique ont grimpé de 193 millions (7,2 %).

D'avril 2002 à janvier 2003 : excédent budgétaire de 11,2 milliards de dollars

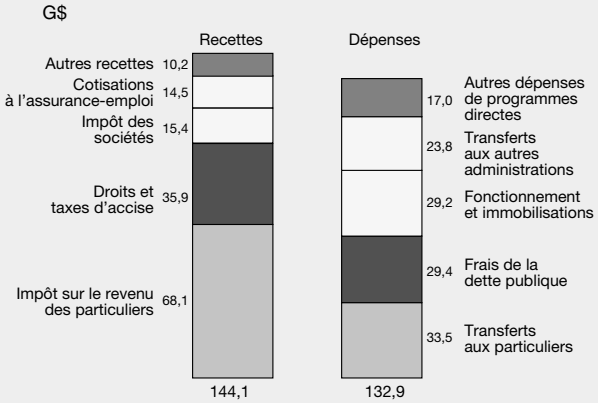
L'excédent budgétaire estimatif pour la période d'avril 2002 à janvier 2003 s'établit à 11,2 milliards de dollars, en baisse de 4,1 milliards par rapport à l'excédent de 15,3 milliards enregistré à la même période en 2001-2002. La baisse de l'excédent d'une année sur l'autre est en grande partie imputable à des facteurs qui ont influé sur l'impôt sur le revenu des particuliers et sur l'impôt des sociétés à l'égard de l'année d'imposition 2001. Cette détérioration traduit le recul des marchés boursiers en 2001, qui a entraîné des remboursements plus élevés et des paiements de règlement inférieurs en avril et en mai 2002, de même que des remboursements plus élevés d'impôt des sociétés, alors que celles-ci appliquent des pertes essuyées en 2001 à l'impôt versé au cours des années antérieures. Les résultats de 2002-2003 sont également touchés par une croissance plus forte que prévu des recettes au titre de la taxe sur les produits et services (TPS), qui s'explique à la fois par l'échelonnement des paiements et par une baisse des remboursements de TPS. On prévoit que, pour le reste de l'année, les remboursements de TPS correspondront davantage aux sommes brutes perçues, ce qui se traduira par des recettes nettes de TPS exprimant mieux la croissance de l'assiette fiscale applicable à cette taxe.

Les résultats financiers mensuels sont présentés selon la comptabilité d'exercice modifiée. Les estimations prévues dans le budget de 2003 pour l'ensemble de l'année ont été présentées selon la comptabilité d'exercice intégrale. En tenant compte des variations comptables et de l'incidence des initiatives stratégiques proposées dans le budget pour 2002-2003, les résultats obtenus jusqu'ici sont conformes à l'objectif attendu pour 2002-2003, tel qu'il est énoncé dans le budget de 2003. *La revue financière* présentera les résultats mensuels selon la comptabilité d'exercice intégrale à compter d'avril 2003.

Excédent et déficit mensuels



Recettes et dépenses
(d'avril 2002 à janvier 2003)



La revue financière

Tableau 1
État sommaire des opérations

	janvier		d'avril à janvier	
	2002	2003	2001-2002	2002-2003
		(M$)		
Opérations budgétaires				
Recettes	13 908	14 379	145 638	144 108
Dépenses de programmes	-11 109	-11 501	-98 083	-103 569
Solde de fonctionnement	2 799	2 878	47 555	40 539
Frais de la dette publique	-2 667	-2 860	-32 280	-29 357
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	132	18	15 275	11 182
Opérations non budgétaires	949	2 912	-14 746	-15 020
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	1 081	2 930	529	-3 838
Opérations de change	152	-1	-491	1 290
Solde financier net	-1 233	2 929	38	-2 548
Variation nette des emprunts	-1 781	-1 938	-8 780	-4 582
Variation nette de l'encaisse	-548	991	-8 742	-7 130
Encaisse à la fin de la période			4 442	4 822

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets. Les estimations établies pour 2001-2002 ont été modifiées par rapport à celles publiées antérieurement.

Janvier 2003 : résultats budgétaires

D'une année sur l'autre, l'excédent budgétaire a diminué de 114 millions de dollars, passant à 18 millions en janvier 2003. Les recettes budgétaires ont toutefois augmenté de 0,5 milliard (3,4 %).

- Les recettes au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers ont grimpé de 0,3 milliard, soit 4,9 %, surtout en raison d'une augmentation des retenues sur le revenu d'emploi, du fait d'une forte croissance de l'emploi.
- Les recettes au titre de l'impôt des sociétés ont légèrement diminué, la baisse des acomptes trimestriels ayant été largement compensée par celle des remboursements.
- Les recettes au titre des cotisations à l'assurance-emploi ont augmenté de 68 millions de dollars (4,9 %), la hausse du nombre de personnes occupant un emploi et versant de ce fait des cotisations ayant compensé l'incidence de la diminution des taux de cotisation (les cotisations salariales en 2003 sont de 2,10 $ par tranche de 100 $ de gains assurables, comparativement à 2,20 $ en 2002).
- Les recettes au titre des taxes et des droits d'accise ont légèrement baissé, la diminution des recettes de TPS ayant largement compensé les augmentations des droits de douane à l'importation et des autres droits et taxes d'accise, de même que l'instauration du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien. La baisse des recettes nettes de TPS est attribuable à une augmentation des remboursements, les recettes brutes perçues ayant progressé à peu près au même rythme que les dépenses de consommation. L'augmentation des droits de douane à l'importation découle de l'échelonnement des dates de réception entre décembre et janvier, tandis que la progression des autres droits et taxes d'accise traduit l'augmentation des taxes sur le tabac.
- Les recettes non fiscales ont augmenté de 3,2 % d'une année sur l'autre.

Tableau 2
Recettes budgétaires

	janvier			d'avril à janvier		
	2002	2003	variation	2001-2002	2002-2003	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	6 355	6 669	4,9	71 391	68 118	-4,6
Impôt sur le revenu des sociétés	1 649	1 631	-1,1	18 461	15 402	-16,6
Autres	554	665	20,0	3 207	3 424	6,8
Total des recettes d'impôt sur le revenu	8 558	8 965	4,8	93 059	86 944	-6,6
Cotisations à l'assurance-emploi	1 374	1 442	4,9	14 371	14 474	0,7
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 474	2 324	-6,1	21 664	25 024	15,5
Droits de douane à l'importation	186	254	36,6	2 432	2 663	9,5
Taxes de vente et d'accise	719	748	4,0	7 299	7 937	8,7
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien		30			295	
Total des taxes et droits d'accise	3 379	3 356	-0,7	31 395	35 919	14,4
Total des recettes fiscales	13 311	13 763	3,4	138 825	137 337	-1,1
Recettes non fiscales	597	616	3,2	6 813	6 771	-0,6
Total des recettes budgétaires	13 908	14 379	3,4	145 638	144 108	-1,1

D'une année sur l'autre, les dépenses de programmes ont avancé de 0,4 milliard de dollars (3,5 %).

- Les transferts aux particuliers ont diminué de 1,4 %, en raison d'une baisse des prestations d'assurance-emploi attribuable à une diminution du nombre de chômeurs. Les prestations versées aux aînés ont augmenté de 4,2 %.
- Les transferts aux autres administrations ont grimpé de 6,6 %, surtout en raison de la hausse des transferts en espèces au titre du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS). Cette augmentation reflète l'entente signée en septembre 2000 par les premiers ministres en vue de hausser le plancher de ces transferts, en le faisant passer de 17,3 milliards de dollars en 2001-2002 à 18,6 milliards en 2002-2003.
- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la totalité des dépenses de programmes moins les transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (5,7 %). Les variations mensuelles de cette composante sont principalement attribuables à l'échelonnement des paiements.

D'une année sur l'autre, les frais de la dette publique ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (7,2 %), en raison de rajustements apportés aux estimations de 2001-2002 afin qu'elles traduisent mieux les résultats finaux pour l'ensemble de l'année.

D'avril 2002 à janvier 2003 : résultats budgétaires

Au cours des 10 premiers mois de l'exercice 2002-2003, l'excédent budgétaire estimatif s'est établi à 11,2 milliards de dollars, comparativement à un excédent de 15,3 milliards pour la même période en 2001-2002. Cette baisse met en lumière la diminution des recettes budgétaires, entraînée en grande partie par l'évolution de la situation au cours de l'année d'imposition 2001, et l'augmentation des dépenses de programmes. Par contre, les frais de la dette publique ont diminué.

Tableau 3
Dépenses budgétaires

	janvier			d'avril à janvier		
	2002	2003	variation	2001-2002	2002-2003	variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 140	2 230	4,2	21 066	21 872	3,8
Prestations d'assurance-emploi	1 548	1 407	-9,1	11 091	11 646	5,0
Total	3 688	3 637	-1,4	32 157	33 518	4,2
Autres administrations						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 442	1 550	7,5	14 416	15 500	7,5
Transferts fiscaux	1 034	1 052	1,7	10 397	10 431	0,3
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-233	-210	-9,9	-2 098	-2 101	0,1
Total	2 243	2 392	6,6	22 715	23 830	4,9
Dépenses de programmes directes						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	43	328	662,8	609	694	14,0
Affaires étrangères	243	225	-7,4	1 411	1 285	-8,9
Santé	145	192	32,4	1 075	1 244	15,7
Développement des ressources humaines	370	116	-68,6	1 378	1 207	-12,4
Affaires indiennes et du Nord	299	393	31,4	3 354	3 388	1,0
Industrie et développement régional	71	152	114,1	1 183	1 482	25,3
Anciens combattants	138	147	6,5	1 268	1 410	11,2
Autres	383	494	29,0	2 081	2 172	4,4
Total	1 692	2 047	21,0	12 359	12 882	4,2
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	65	78	20,0	916	914	-0,2
Société canadienne d'hypothèques et de logement	158	159	0,6	1 680	1 578	-6,1
Autres	205	164	-20,0	1 585	1 655	4,4
Total	428	401	-6,3	4 181	4 147	-0,8
Dépenses de fonctionnement et d'immobilisations						
Défense	1 086	699	-35,6	7 820	7 986	2,1
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 972	2 325	17,9	18 851	21 206	12,5
Total	3 058	3 024	-1,1	26 671	29 192	9,5
Total des dépenses de programmes directes	5 178	5 472	5,7	43 211	46 221	7,0
Total des dépenses de programmes	11 109	11 501	3,5	98 083	103 569	5,6
Frais de la dette publique	2 667	2 860	7,2	32 280	29 357	-9,1
Total des dépenses budgétaires	13 776	14 361	4,2	130 363	132 926	2,0
Poste pour mémoire : total des transferts	7 623	8 076	5,9	67 231	70 230	4,5

Au cours des 10 premiers mois de 2002-2003, les recettes budgétaires ont régressé de 1,5 milliard de dollars (1,1 %), d'une année sur l'autre. Parmi les principales composantes :

- Les recettes au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers ont diminué de 3,3 milliards de dollars (4,6 %). La quasi-totalité de cette baisse est imputable à la diminution des paiements finals d'impôt et à l'augmentation des remboursements à l'égard de l'année d'imposition 2001, ce qui traduit la faiblesse du marché boursier et, donc, des gains en capital nets plus faibles. Les acomptes trimestriels ont aussi régressé, car ils reposent maintenant en grande partie sur l'impôt à payer pour 2001. Notons toutefois que les résultats de la même période en 2001 avaient été touchés par des gains exceptionnels du marché boursier en 2000, donnant lieu à des paiements finals de règlement d'impôt records en avril et en mai 2001. Selon la comptabilité d'exercice intégrale, ces répercussions seront comptabilisées l'année au cours de laquelle l'activité imposable a été exercée. Les résultats à ce jour ont aussi été freinés par les mesures de réduction d'impôt annoncées dans le budget de février 2000 et dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000. L'augmentation des impôts liés à la hausse du revenu d'emploi a partiellement compensé ces répercussions.
- Les recettes d'impôt des sociétés ont diminué de 3,1 milliards de dollars (16,6 %), surtout en raison de l'augmentation des remboursements se rapportant aux paiements d'impôt des années antérieures.
- Les recettes au titre des cotisations à l'assurance-emploi sont demeurées pratiquement inchangées, la baisse des taux de cotisation ayant compensé l'incidence de la hausse du nombre de personnes occupant un emploi et payant, de ce fait, des cotisations.
- Les recettes au titre des taxes et des droits d'accise ont augmenté de 4,5 milliards de dollars (14,4 %), surtout en raison de l'augmentation des recettes de TPS, des droits de douanes à l'importation et des taxes et droits d'accise sur le tabac, de même que de la mise en place du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien. Les recettes de TPS ont augmenté de 15,5 % comparativement à une hausse d'environ 6 % de l'assiette fiscale applicable aux dépenses de consommation. L'écart des taux de croissance est en grande partie attribuable aux remboursements qui, avant janvier 2003, ont été inférieurs à ceux de la même période l'an dernier. Pour le reste de l'exercice, les remboursements de TPS suivront de plus près l'évolution des sommes brutes perçues à ce titre, ce qui permettra de faire correspondre davantage les recettes nettes de TPS et la croissance de l'assiette fiscale qui s'y rapporte.
- Les recettes non fiscales ont diminué de 0,6 % par rapport à la même période l'an dernier.

Au cours des 10 premiers mois de 2002-2003, les dépenses de programmes ont progressé de 5,5 milliards de dollars (5,6 %), comparativement à la même période l'année dernière.

- Les transferts aux particuliers ont augmenté de 4,2 % sous l'effet de la hausse des prestations aux aînés et des prestations d'assurance-emploi. La progression des prestations aux aînés reflète une hausse du nombre de personnes admissibles aux prestations, de même que le relèvement des prestations moyennes, qui sont rajustées trimestriellement pour tenir compte de l'évolution des prix à la consommation. La hausse des prestations d'assurance-emploi résulte de l'effet différé du ralentissement économique de 2001 et des améliorations du programme, notamment la prolongation et les modifications connexes des prestations parentales.
- Les transferts aux autres administrations ont augmenté de 4,9 % en raison de la hausse des transferts en espèces effectués en vertu du TCSPS. Les droits prévus dans le cadre des programmes de transferts fiscaux n'ont pas changé, principalement à cause de l'échelonnement des paiements.

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	janvier		d'avril à janvier	
	2002	2003	2001-2002	2002-2003
		(M$)		
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	132	18	15 275	11 182
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	46	10	544	354
Autres	-208	-353	-1 338	-1 338
Total	-162	-343	-794	-984
Comptes à des fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	320	344	-1 720	-924
Comptes de pension de retraite	-789	-175	-2 213	-614
Autres	50	338	106	165
Total	-419	507	-3 827	-1 373
Autres opérations	1 530	2 748	-10 125	-12 663
Total des opérations non budgétaires	949	2 912	-14 746	-15 020
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	1 081	2 930	529	-3 838
Opérations de change	152	-1	-491	1 290
Solde financier net	1 233	2 929	38	-2 548

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	janvier		d'avril à janvier	
	2002	2003	2001-2002	2002-2003
		(M$)		
Solde financier net	1 233	2 929	38	-2 548
Augmentation (+) ou diminution (-) nette des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	364	-460	-5 497	-9 317
Obligations d'épargne du Canada	-118	-44	-2 737	-1 701
Bons du Trésor	-1 200	-1 350	5 100	8 800
Autres	-25	-1	-47	-19
Total	-979	-1 855	-3 181	-2 237
Payables en devises				
Obligations négociables	0	9	-1 576	-1 579
Billets et prêts	-473		-514	
Bons du Canada	-329	-92	-3 336	-766
Billets du Canada	0	0	-173	0
Total	-802	-83	-5 599	-2 345
Variation nette des emprunts	-1 781	-1 938	-8 780	-4 582
Variation de l'encaisse	-548	991	-8 742	-7 130

- Les dépenses de programmes directes ont progressé de 7,0 %. Les subventions et les autres transferts ont augmenté de 4,2 %, surtout en raison de l'augmentation des versements aux agriculteurs et aux anciens combattants, de même que de la hausse des transferts aux conseils qui subventionnent la recherche universitaire. Les paiements aux sociétés d'État ont connu une légère baisse, surtout à cause de l'échelonnement des paiements. Les dépenses de fonctionnement et d'immobilisations des ministères et des organismes ont progressé de 9,5 %, en partie à cause de la mise en œuvre d'initiatives annoncées dans le budget de décembre 2001.

Les frais de la dette publique ont diminué de 2,9 milliards de dollars (9,1 %), sous l'effet d'une réduction de l'encours de la dette portant intérêt et de l'abaissement du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

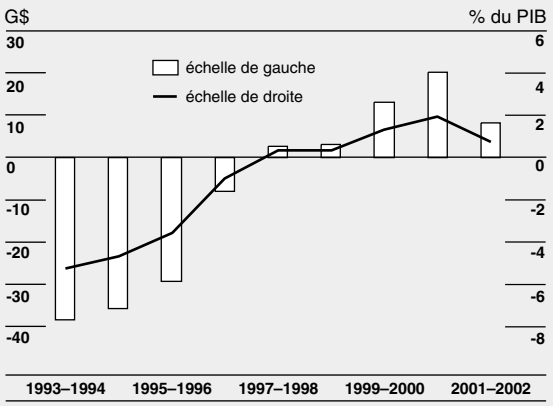
Besoins financiers de 3,8 milliards de dollars (opérations de change exclues) d'avril 2002 à janvier 2003

Le solde budgétaire mensuel continue d'être présenté dans *La revue financière* selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées, peu importe le moment où le paiement correspondant est effectué. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles l'État exerce un contrôle législatif.

En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire puisqu'ils comprennent les opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées, ainsi qu'à l'évolution des actifs et des passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. Le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également pris en compte dans les opérations non budgétaires. Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 15,0 milliards de dollars au cours des 10 premiers mois de 2002-2003, comparativement à des besoins nets de 14,7 milliards pour la même période en 2001-2002.

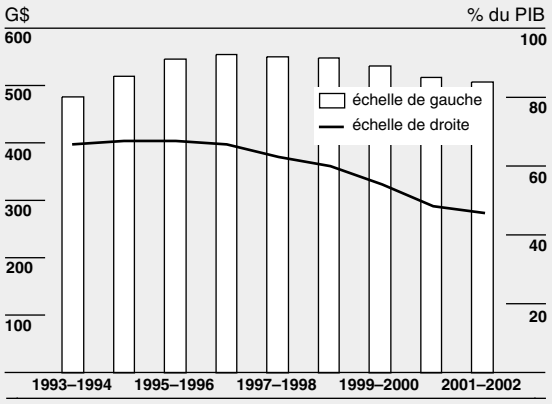
Par conséquent, l'excédent budgétaire de 11,2 milliards de dollars et les besoins nets de 15,0 milliards au chapitre des opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins financiers (opérations de change exclues) de 3,8 milliards d'avril 2002 à janvier 2003, comparativement à des ressources de 0,5 milliard au cours de la même période en 2001-2002.

Solde budgétaire



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

Dette fédérale (déficit accumulé)



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada

Besoins financiers nets de 2,5 milliards de dollars d'avril 2002 à janvier 2003

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet d'assurer la liquidité générale pour l'État et de maintenir un marché des changes ordonné. Il renferme des placements en devises, les réserves d'or de l'État et des actifs prévus au titre des engagements du Canada envers le Fonds monétaire international (FMI). Le relèvement du niveau des réserves au moyen d'emprunts, de contributions au FMI ou de la vente de dollars canadiens représente un besoin. Par contre, le rabaissement de ce niveau constitue une source. En tenant compte de tous ces facteurs, on a affiché des ressources nettes de 1,3 milliard de dollars au cours des 10 premiers mois de 2002-2003, comparativement à des besoins nets de 0,5 milliard pour la même période en 2001-2002.

Avec un excédent budgétaire de 11,2 milliards de dollars, des besoins nets de 15,0 milliards au chapitre des opérations non budgétaires et des ressources nettes de 1,3 milliard au titre des opérations de change, les besoins financiers nets s'établissaient à 2,5 milliards de dollars pour la période d'avril 2002 à janvier 2003, comparativement à des ressources nettes de 38 millions pour la même période en 2001-2002.

Emprunts nets en baisse de 4,6 milliards de dollars d'avril 2002 à janvier 2003

Pour financer ces besoins financiers nets de 2,5 milliards de dollars, l'État a réduit les soldes de caisse de 7,1 milliards, ce qui lui a également permis d'abaisser ses emprunts nets de 4,6 milliards. Le niveau des soldes de caisse varie au fil des mois en fonction d'un certain nombre de facteurs, comme l'échéance périodique des principaux titres d'emprunt, qui peut fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre.

Note aux lecteurs :

Le gouvernement a mis en œuvre la comptabilité d'exercice intégrale dans ses relevés financiers annuels. Cependant, les résultats financiers mensuels pour le reste de l'exercice 2002-2003 demeureront selon la méthode de comptabilité d'exercice modifiée. Le tableau 6, « État condensé de l'actif et du passif », ne sera plus produit jusqu'à ce que les résultats mensuels soient présentés selon la comptabilité d'exercice intégrale.

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Peter DeVries au (613) 996-7397.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.
Mars 2003